

Le bénéficiaire veillera à ce que le dossier complet soit déposé en une fois et dans son intégralité. Aucune pièce supplémentaire ne sera acceptée après la date mentionnée ci-dessus.

Art. 5. La Direction des initiatives spécifiques de l'Administration des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale est le service administratif désigné pour s'assurer de la bonne gestion des crédits alloués par cet arrêté.

Art. 6. Le Ministre chargé des Pouvoirs locaux ou son Administration peut demander au bénéficiaire toutes informations complémentaires nécessaires au traitement du dossier et effectuer sur place toute démarche utile afin de les récolter.

Art. 7. Le Ministre, chargé des Pouvoirs locaux, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2011. Bruxelles, le 24 mars 2011.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique,

Ch. PICQUE

De begunstigde moet ervoor zorgen dat het dossier volledig en in één keer wordt ingediend. Geen enkel bijkomend stuk zal aanvaard worden na de hierbovenvermelde datum.

Art. 5. De directie Specifieke Initiatieven van het Bestuur Plaatselijke Besturen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is aangewezen als de administratieve dienst die toeziet op het goed beheer van de bij dit besluit toegekende kredieten.

Art. 6. De Minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen of zijn Administratie mag de begunstigde alle bijkomende gegevens vragen die nodig zijn voor de behandeling van het dossier en mag alle daartoe aangewezen stappen ondernemen om ze ter plaatse te bekommen.

Art. 7. De Minister, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2011. Brussel, 24 maart 2011.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid,

Ch. PICQUE

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 1329

[C — 2011/31245]

5 MAI 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la composition et le fonctionnement du Conseil de discipline relatif aux chauffeurs de taxis

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, modifiée par les ordonnances des 11 juillet 2002 et 20 juillet 2006, l'article 28bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 fixant la composition et le fonctionnement du Conseil de discipline relatif aux chauffeurs de taxis;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 février 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 février 2011;

Vu l'avis n° 49.430/4 du Conseil d'Etat donné le 20 avril 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée des Transports;

Après délibération,
Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Ministre : le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Services de Taxis dans ses attributions;

2° l'Administration : la direction des Taxis de l'Administration Bruxelles-Mobilité du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE I^{er}. — De la composition du conseil de discipline

Art. 2. § 1^{er}. Le conseil de discipline est composé sur base des dispositions de l'art. 28bis de l'Ordonnance du 27 avril 1995.

Le secrétariat est assuré par des agents de l'Administration. Le secrétariat assure notamment la préparation des dossiers et la rédaction des procès-verbaux des réunions.

§ 2. Le Ministre désigne un membre effectif et un membre suppléant pour la présidence.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 1329

[C — 2011/31245]

5 MEI 2011. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Gewestelijke tuchtraad betreffende taxichauffeurs

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, gewijzigd bij de ordonnaties van 11 juli 2002 en 20 juli 2006, het artikel 28bis;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Gewestelijke tuchtraad betreffende taxichauffeurs;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 februari 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 18 februari 2011;

Gelet op het advies nr. 49.430/4 van de Raad van State, gegeven op 20 april 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1^{er}, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Vervoer;

Na beraadslaging,
Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Minister : de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wiens bevoegdheid de Taxidiensten behoren;

2° de Administratie : de directie Taxi's van het Bestuur Mobiel Brussel van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK I. — De samenstelling van de tuchtraad

Art. 2. § 1. De tuchtraad wordt samengesteld volgens de bepalingen van art. 28bis van de Ordonnantie van 27 april 1995.

Het secretariaat wordt waargenomen door de ambtenaren van de Administratie. Het secretariaat zorgt met name voor de voorbereiding van de dossiers en de opstelling van de notulen van de vergaderingen.

§ 2. De Minister wijst voor het voorzitterschap een gewoon lid en een plaatsvervangend lid aan.

§ 3. Le délégué de l'Administration est désigné par le Ministre parmi les membres du personnel de la direction des Taxis au moins de niveau B et ayant une ancienneté d'au moins deux ans dans ce service.

Le Ministre désigne un membre effectif et un membre suppléant.

§ 4. Le délégué des exploitants de services de taxis est désigné par le Ministre, après appel public, parmi les anciens exploitants de services de taxis ayant mis fin à leurs activités dans ce secteur n'étant plus directement ou indirectement, par eux-mêmes, leurs conjoint, ascendants ou descendants, associés ou intéressés à la gestion d'une exploitation d'un service de taxis en Belgique ou à l'étranger et n'ayant pas encouru de sanction en qualité d'exploitant ou de gérant d'une personne morale exploitante durant les dix années civiles précédant celle de l'appel. Le Ministre désigne un membre effectif et un membre suppléant.

§ 5. Les organisations syndicales représentatives des chauffeurs de taxis communiquent au Ministre le nom du représentant effectif et celui du représentant suppléant des chauffeurs de taxis visé à l'article 28bis de l'ordonnance du 27 avril 1995 dans le mois de la demande qui leur en est faite. Passé ce délai, le Conseil de discipline se réunit valablement en présence des seuls membres visés au § 1^{er}, 1° à 3° jusqu'à notification au Ministre des désignations incombant aux organisations syndicales

Art. 3. Ne peuvent être désignées en qualité de membres du conseil de discipline les personnes dont l'extrait de casier judiciaire fait état d'une condamnation judiciaire pénale coulée en force de chose jugée.

Art. 4. Les membres du conseil de discipline peuvent être révoqués par le Ministre en cas d'inconduite notoire portant préjudice à la dignité de leur fonction ou en cas de manquement grave dans l'exercice de leur charge.

Art. 5. Lorsqu'un membre du conseil de discipline est remplacé avant l'échéance de son mandat, celui qui le remplace achève ce mandat. L'arrêté de désignation du membre remplaçant mentionne le nom du membre remplacé.

En attendant le remplacement d'un membre démissionnaire, celui-ci demeure en fonction jusqu'à son remplacement.

CHAPITRE II. — *Du fonctionnement du conseil de discipline*

Art. 6. Le conseil de discipline connaît des dossiers qui lui sont transmis par l'Administration ensuite d'un contrôle ou d'une plainte introduite par un client ou un tiers et portant sur des faits qui sont de nature à entraîner la suspension ou le retrait d'un certificat de capacité de chauffeur de taxis.

Art. 7. Le président du conseil de discipline arrête l'ordre du jour des réunions, convoque les membres du Conseil, dirige les débats, les résume, et signe conjointement avec le secrétaire les procès-verbaux, les rapports ainsi que les propositions formulées à destination du Ministre.

Art. 8. Le conseil de discipline se réunit au moins une fois par mois sauf décision du président de ne pas convoquer les membres du Conseil au motif qu'aucun dossier n'a été transmis par l'Administration depuis la dernière réunion.

Art. 9. Les réunions du conseil de discipline se tiennent à huis clos.

Le conseil de discipline ne délibère valablement que si au moins trois de ses quatre membres sont présents. Toutefois, après une deuxième convocation portant sur le même ordre du jour, le conseil de discipline peut délibérer valablement quel que soit le nombre de membres présents.

§ 3. De vertegenwoordiger van de Administratie wordt aangewezen door de Minister onder de personeelsleden van de directie Taxi's, van minstens niveau B en met minstens twee jaar anciënniteit in de dienst.

De Minister wijst een effectief lid en een plaatsvervangend lid aan.

§ 4. De vertegenwoordiger van de exploitanten van taxidiensten wordt aangewezen door de Minister, na een openbare oproep, onder de vroegere exploitanten van taxidiensten die hun werkzaamheden in die sector hebben stopgezet, niet meer rechtstreeks of onrechtstreeks, via zichzelf, hun partner, ascendenten of descendenten, betrokken zijn bij het beheer van een exploitatie van een taxidienst in België of het buitenland en geen sanctie hebben opgelopen in de hoedanigheid van exploitant of zaakvoerder van een exploiterende rechtspersoon tijdens de tien kalenderjaren voorafgaand aan deze oproep. De Minister wijst een gewoon lid en een plaatsvervangend lid aan.

§ 5. De representatieve vakbondsorganisaties van de taxichauffeurs delen aan de Minister de naam mee van de gewone vertegenwoordiger en die van de plaatsvervangende vertegenwoordiger van de taxi-bestuurders bedoeld in artikel 28bis van de ordonnantie van 27 april 1995 binnen een maand nadat hen deze gevraagd werd. Na deze termijn komt de tuchtraad geldig samen in aanwezigheid van enkel de leden bedoeld in § 1, 1° tot 3° tot aan de Minister de aanwijzingen worden meegedeeld die geschieden door de vakbondsorganisaties.

Art. 3. Kunnen niet worden aangewezen als leden van de tuchtraad, personen wiens uittreksel uit het strafregister melding maakt van een in kracht van gewijsde gegane strafrechtelijke veroordeling.

Art. 4. De leden van de tuchtraad kunnen door de Minister worden afgezet in geval van kennelijk wangedrag dat afbreuk doet aan de waardigheid van hun functie of in geval van ernstige tekortkomingen bij de uitoefening van hun functie.

Art. 5. Wanneer een lid van de tuchtraad vervangen wordt vóór het verstrijken van zijn mandaat, dan voltooit degene die hem vervangt dit mandaat. Het besluit tot aanwijzing van het vervangend lid vermeldt de naam van het vervangend lid.

In afwachting van de vervanging van een ontslagnemend lid blijft dit laatste in functie tot zijn vervanging.

HOOFDSTUK II. — *Werking van de tuchtraad*

Art. 6. De tuchtraad is bevoegd om te beslissen over de dossiers die hem worden overgemaakt door de Administratie ingevolge een controle of een klacht ingediend door een klant of een derde met betrekking tot feiten die aanleiding geven tot de opschorting of de intrekking van een bekwaamheidsattest van taxichauffeur.

Art. 7. De voorzitter van de tuchtraad stelt de agenda van de vergaderingen vast, roept de leden van de Raad bijeen, leidt de debatten, vat ze samen en ondertekent samen met de secretaris de notulen en de verslagen evenals de aan de Minister geformuleerde voorstellen.

Art. 8. De tuchtraad vergadert minstens één keer per maand behoudens beslissing van de voorzitter om de leden van de Raad niet samen te roepen met als reden dat sinds de laatste vergadering door de Administratie geen enkel dossier werd overgemaakt.

Art. 9. De vergaderingen van de tuchtraad worden gehouden achter gesloten deuren.

De tuchtraad kan alleen geldig beraadslagen indien minstens drie van zijn vier leden aanwezig zijn. Na een tweede bijeenroeping met betrekking tot dezelfde agenda kan de tuchtraad echter geldig beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 10. Le chauffeur de taxis intéressé est convoqué à comparaître devant le conseil de discipline, un délai d'au moins quinze jours calendrier devant séparer l'expédition de la convocation par voie recommandée du jour prévu pour l'audition.

Durant ce délai, le chauffeur, éventuellement accompagné ou représenté par un avocat, peut consulter son dossier en vue de préparer son audition.

Art. 11. Le jour de l'audition, le chauffeur de taxis intéressé doit comparaître personnellement et peut se faire accompagner et défendre par un avocat ou un représentant d'une organisation syndicale dûment mandaté.

En cas d'absence, il en est fait mention au procès-verbal et la procédure est poursuivie.

Après rapport sur l'affaire fait par le délégué de l'Administration, le chauffeur de taxis s'il a répondu à la convocation et le cas échéant, son défenseur, sont entendus, chaque membre du conseil de discipline pouvant demander au chauffeur de taxis les éclaircissements qu'il juge utiles.

Art. 12. Le conseil de discipline délibère hors la présence du chauffeur et formule à destination du Ministre, et dans le mois de l'audition prévue du chauffeur, une proposition motivée soit de classer l'affaire sans suite soit d'adopter une mesure de suspension ou de retrait du certificat de capacité.

Dans le deuxième cas, le conseil de discipline motive la durée proposée de la mesure de suspension ou la raison pour laquelle il propose un retrait définitif du certificat de capacité.

Art. 13. La proposition au Ministre est adoptée par le conseil de discipline à la majorité des voix, la voix du président étant, le cas échéant, prépondérante.

Art. 14. Il est dressé procès-verbal des réunions.

Art. 15. Les membres du conseil de discipline sont tenus au devoir de réserve et de discrétion quant aux dossiers examinés, notamment quant à la proposition émise et aux débats qui l'ont précédée.

Art. 16. A l'exception du délégué de l'Administration, les membres du conseil de discipline perçoivent des jetons de présence chaque fois qu'ils participent à une réunion de ce Conseil. Le montant est fixé par le Ministre à 375 euros maximum pour le président et à 250 euros maximum pour les autres membres du Conseil.

Art. 17. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 fixant la composition et le fonctionnement du Conseil de discipline relatif aux chauffeurs de taxis est abrogé.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 19. Le Ministre qui a le Transport rémunéré des Personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 mai 2011.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

Art. 10. De betrokken taxichauffeur wordt met een aangetekend schrijven opgeroepen om vóór de tuchtraad te verschijnen, minstens vijftien kalenderdagen vóór de dag van het verhoor.

Tijdens deze periode, mag de chauffeur, eventueel vergezeld of vertegenwoordigd door een advocaat, zijn dossier inkijken om zijn verhoor voor te bereiden.

Art. 11. De dag van het verhoor moet de betrokken taxichauffeur persoonlijk verschijnen en kan hij zich laten vergezellen en verdedigen door een advocaat of een hiertoe gemandateerd vakbondsafgevaardigde.

In geval van afwezigheid wordt dit vermeld in het proces-verbaal en wordt de procedure voortgezet.

Na verslag over de zaak door de vertegenwoordiger van de Administratie worden de taxichauffeur indien hij geantwoord heeft op de oproep en eventueel zijn raadsman, gehoord, waarbij elk lid van de tuchtraad aan de taxichauffeur om de ophelderingen mag vragen die dit lid nodig acht.

Art. 12. De tuchtraad beraadslaagt buiten de aanwezigheid van de chauffeur en formuleert aan de Minister, en binnen een maand na het verhoor van de chauffeur, een met redenen omkleed voorstel om ofwel de zaak zonder gevolg te rangschikken ofwel een maatregel te nemen voor de opschorting of intrekking van het bekwaamheidsattest.

In het tweede geval motiveert de tuchtraad de voorgestelde duur van de opschortingsmaatregel of de reden waarom hij een definitieve intrekking van het bekwaamheidsattest voorstelt.

Art. 13. Het voorstel aan de Minister wordt door de tuchtraad goedgekeurd bij meerderheid van stemmen, waarbij indien nodig de stem van de voorzitter doorslaggevend is.

Art. 14. Er worden notulen van de vergaderingen opgesteld.

Art. 15. De leden van de tuchtraad zijn gehouden tot zwijg- en discretieplicht in verband met de onderzochte dossiers, met name in verband met het gedane voorstel en met de eraan voorafgaande debatten.

Art. 16. Met uitzondering van de vertegenwoordiger van de Administratie ontvangen de leden van de tuchtraad presentiegeld telkens als zij aan een vergadering van deze Raad deelnemen. Het bedrag is door de Minister vastgesteld op maximum 375 euro voor de voorzitter en op maximum 250 euro voor de andere leden van de Raad.

Art. 17. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Gewestelijke tuchtraad betreffende taxichauffeurs wordt opgeheven.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 19. De Minister bevoegd voor Bezoldigd Vervoer van Personen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 mei 2011.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS